

Communiqué

« Grande mobilisation de l'École pour les valeurs de la République » L'enseignement agricole exclu

A l'occasion du CTEA du mardi 5 mai 2015, la DGER a présenté le plan national de l'enseignement agricole pour la « *grande mobilisation de l'École pour les valeurs de la République* ». Il fait suite aux déclarations du ministre le 7 avril 2015 qui a souhaité que l'enseignement agricole s'associe très étroitement au plan national, en partenariat avec l'Éducation Nationale.

Pour le SNETAP-FSU ce plan national n'est encore aujourd'hui qu'un simple affichage politique, qui n'a pas évolué depuis la déclaration d'intention de Stéphane LE FOLL. Il n'y a pas dans ce document le plan d'action annoncé, rien de concret. Il est disons le clairement INACCEPTABLE en l'état. Il exclut de fait l'enseignement agricole de cette grande mobilisation (comme sa communauté éducative a été concrètement exclue des débats en région, dans les départements).

Le SNETAP-FSU dénonce d'abord l'autosatisfaction qu'affiche l'Enseignement Agricole qui laisserait entendre que nous faisons mieux que les autres. Ce n'est pas vrai et se féliciter, notamment, du fait que « *l'enseignement agricole accueille tous les élèves* » c'est se mentir.

Quatre mois après les événements de janvier, les personnels attendaient les orientations, les priorités et les actions qui devaient permettre la mise en œuvre concrète de la « Défense et de la Promotion des valeurs de la République ». A ce stade, ils n'ont droit qu'à une succession de bonnes intentions dans un contexte budgétaire contraint.

Mais plus problématique encore, ce plan national renvoie l'intégralité des décisions au niveau de l'EPL, avec l'obligation d'un plan local qui sera intégré dans le projet d'établissement ... mais sans en donner les lignes directrices.

Alors qu'il avait déjà dénoncé l'absence de moyens, le SNETAP-FSU pointe ici des manques particulièrement criants concernant les réponses spécifiques pour les apprentis, la coopération internationale, le numérique, l'articulation entre les orientations de ce plan et les référentiels, la place des personnels (quels éléments concrets sont-ils prévus pour la formation continue ?), des élèves et surtout des parents ou encore la place de l'éducation morale et civique (EMC) dans les voies professionnelle et technologique.

Pour la DGER, ce plan doit s'appuyer sur le parcours éducatif des élèves et des apprentis et l'incitation au débat. Mais débattre sur quoi ? avec qui ? quand ? ... On ne répond pas par la méthode Coué aux attaques contre la République. Le SNETAP-FSU défend l'idée que ce plan ne peut se suffire à lui même. Il attend des éléments concrets sur l'interaction entre ces parcours et les référentiels. Il attend aussi des liens fonctionnels, des éléments sur les horaires prévus pour les nouveaux contenus à enseigner et évidemment sur les moyens.

Le SNETAP-FSU fera très rapidement des propositions d'amendements à ce plan national pour la « *grande mobilisation de l'École pour les valeurs de la République* ».

Les élèves, les apprentis, les étudiants, les personnels et les familles de l'Enseignement Agricole, comme ceux de l'Education Nationale, attendent un AUTRE plan d'action avec des propositions claires et formelles. Monsieur le Ministre, vous devez les apporter rapidement pour permettre une mise en œuvre dès la rentrée prochaine.